

prédécesseurs sur le plan de la création d'emplois et c'est donc important. Tout emploi représente un progrès économique appréciable.

Dans ma ville, deux petites usines qui représentent des investissements de 13 ou 14 millions de dollars vont procurer 80 ou 90 emplois au cours des deux prochaines années. La création de ces emplois n'a pas été possible sous le gouvernement précédent, devenu trop vieux et incapable de réagir devant les problèmes. Il ne voyait pas ce qu'il pouvait faire d'autre que remettre des chèques et il ne se rendait pas compte que le progrès économique et la création d'emplois étaient les meilleurs moyens de répondre aux besoins socio-économiques de cette région du pays.

Je pourrais citer à la Chambre de très nombreux exemples de réussites dans ma circonscription, une région qui bénéficie de nombreuses initiatives régionales des gouvernements actuel et précédent. Je n'entrerai pas dans les détails et je me contenterai de dire que le gouvernement progressiste conservateur avance dans la réponse aux besoins économiques et sociaux de tous les Canadiens. Je suis très fier de ce gouvernement. Je suis fier d'être membre du parti au pouvoir et je suis fier de venir m'associer à Ottawa à une vision du monde qui est sensible aux Canadiens dans le besoin.

Le gouvernement peut être fier de ses réalisations. Je m'attends bien à ce qu'il continue sur cette lancée. Cela dit, je tiens à féliciter les députés de l'opposition d'avoir eu le courage de manifester leur solide appui à cette initiative du gouvernement. J'espère qu'ils jugeront opportun, au cours des mois qui viennent, d'appuyer de la même manière bon nombre des initiatives louables que prend le gouvernement.

M. Angus: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours du député, au cours duquel il a mentionné que ses électeurs préféreraient occuper un emploi à plein temps plutôt que de bénéficier de programmes sociaux généreux. Le député pourrait-il expliquer ce que ses électeurs ou lui entendent par un programme social généreux?

M. O'Neil: Monsieur le Président, la question n'est peut-être pas de savoir s'il s'agit d'un programme social généreux. C'est une décision que mes électeurs ont à prendre comme la plupart des Canadiens. Il s'agit de choisir entre dépendre entièrement des programmes sociaux pour sa subsistance économique ou avoir un emploi rémunérateur pour ne pas dépendre, comme beaucoup de Canadiens, d'un certain nombre de programmes. S'ils ont à choisir entre les prestations d'un programme social comme le programme de revenu garanti dont le député veut peut-être parler, et un emploi rémunérateur, mes électeurs, comme tous les Canadiens, préfèrent avoir un emploi.

M. Angus: Monsieur le Président, je ne pense pas que quiconque à la Chambre ou au pays rejette le principe qu'il devrait exister des emplois pour tous ceux qui veulent travailler. Pour ce qui est du soutien du revenu, ce n'est pas le gouvernement qui est en cause mais la population du Canada. Nous, à la Chambre, avons souvent tendance à oublier qui paie nos factures au bout du compte.

Le député ne croit-il pas que du point de vue économique, il serait insensé pour un homme qui est le soutien d'une famille dépendante d'un programme d'aide sociale et bénéficiaire en plus d'un régime d'assurance-maladie, d'un autre d'assurance-médicaments, de prestations pour les verres correcteurs et

Impôt sur le revenu—Loi

d'autres avantages, d'accepter un emploi qui lui procure des gains égaux à ses prestations d'aide sociale mais sans les autres avantages sociaux? Cet homme serait contraint d'opter pour continuer à dépendre de l'aide sociale et n'aurait pas la possibilité d'accepter l'emploi à temps plein.

M. O'Neil: Monsieur le Président, au cours de mon discours, j'ai tenté de faire ressortir que je ne parlais pas seulement d'emplois mais d'emplois répondant aux besoins économiques des Canadiens. Mon collègue fait évidemment allusion au dilemme dans lequel se trouvent beaucoup de Canadiens à faible revenu. Je sais que beaucoup préféreraient accepter un emploi parce que leur choix n'est pas uniquement fonction de ce qui est économiquement sensé. Il existe des gens qui prendraient leur décision en fonction d'autres facteurs comme la fierté personnelle et des considérations d'ordre social, et qui, peu importe les avantages économiques directs des programmes sociaux, accepteraient un emploi.

• (1750)

C'est effectivement une question complexe. Je préconise un emploi qui assure un revenu aux Canadiens nécessiteux, un emploi qui leur permette de satisfaire leurs besoins. Nous ne voulons évidemment pas une mesure qui dissuade de travailler.

M. Waddell: Je voudrais poser une question au député, puisqu'il vient de la région de l'Atlantique, et puisque le ministre des Transports (M. Crosbie) est présent aujourd'hui à la Chambre.

Je me demande ce qu'il a pensé des propos tenus par le ministre des Transports à propos de l'économie de sa région. Il me semble qu'il l'a comparée au Bangladesh et au tiers monde. Est-ce ainsi que le député perçoit l'économie de sa région?

Une voix: Cela n'a rien à voir avec son intervention.

M. le vice-président: A l'ordre. La parole est au député de York-Est (M. Redway) pour faire un rappel au Règlement que je pouvais prévoir.

M. Redway: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'ai moi-même été rappelé à l'ordre quand j'ai, à propos du discours d'un autre député, posé une question ou fait une remarque qui ne portait pas sur le contenu même du discours, ou sur le projet de loi, en l'occurrence, dont nous discutons aujourd'hui. J'invite donc Votre Honneur à déclarer irrecevable la remarque du député.

M. le vice-président: Avant de trancher la question, je dois avouer que je ne me rappelle pas ce que le député de Vancouver—Kingsway (M. Waddell) a demandé au député de Cape Breton Highlands—Canso (M. O'Neil). Je n'ai pas souvenir d'un tel passage dans le discours du député de Cape Breton Highlands—Canso. Toutefois, je vais écouter un instant le député de Vancouver—Kingsway.

M. Waddell: Il n'y a sûrement pas de crédit d'impôt pour les enfants dans le tiers monde. J'aimerais savoir si cela veut dire que le gouvernement va l'élargir ou va reculer, puisqu'on a fait allusion à une économie du tiers monde. Et l'emploi?

M. le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Vancouver—Kingsway pourrait peut-être reformuler sa question.